Décision n° 2020-0310 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse en date du 6 mars 2020 abrogeant la décision n° 2013-1068 en date du 3 septembre 2013 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques au territoire des terres australes et antarctiques française (TAAF) pour la station terrienne S PIERRE TAAF associée au satellite INTELSAT9 62E d'un réseau indépendant du service fixe par satellite dans le département de La Réunion (974)

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 26 septembre 2018 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l'Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu la demande en date du 6 mars 2020 du territoire des terres australes et antarctiques française (TAAF), reçue le 6 mars 2020 ;

Décide :

Article 1. La décision n° 2013-1068 en date du 3 septembre 2013 est abrogée à compter de la date de la présente décision.

Article 2. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au territoire des terres australes et antarctiques française TAAF.

Fait à Paris, le 6 mars 2020,

Pour le Président et par délégation

Maxime Forest
Directeur adjoint Mobile et Innovation